

Déclaration de la FSU

CTSD du 11/02/2020



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

La déclaration de la semaine dernière est toujours d'actualité. Nous ne la relirons pas, mais nous souhaitons ajouter quelques mots.

Encore une fois, et ce n'est pas à notre habitude, nous n'avons pas de mots assez forts pour décrire les différents événements qui se sont déroulés ces derniers jours en France. Un cran supplémentaire a été franchi contre les enseignants et les lycéens, qui ne veulent, tout simplement, pas de la réforme Blanquer du Baccalauréat et des épreuves communes de contrôle continu. Le Ministre veut imposer à tout prix et par la force si nécessaire la tenue de la session des « E3C » contre l'avis des professionnels du métier. Nous notons d'ailleurs que le Ministre n'a plus aucun argument pour justifier sa réforme. *"C'est faux !" "N'importe quoi !" "Vous répandez des mensonges"*. Après des mois de péroraisons devant des animateurs triés sur le volet, JM Blanquer a montré le 6 février sur France Culture qu'il n'est pas capable de débattre avec un véritable contradicteur, Philippe Meirieu.

Depuis une semaine, devant les lycées, la répression fait rage. En tenue de combat, les forces de l'ordre pourchassent, utilisent gaz lacrymogènes et matraques contre les lycéens, comme cela s'est produit à plusieurs reprises.

Les recteurs ont reçu des consignes d'agir avec la plus grande fermeté : sanction disciplinaires à l'égard des professeurs avec menaces de recours au code pénal, des 0/20 aux élèves récalcitrants... Quatre lycéens du lycée Ravel à Paris ont même passé la nuit en garde à vue et trois d'entre eux ont été déférés au tribunal de grande instance. A Rennes, Bordeaux, Libourne, des élèves ont été forcés à composer sous présence policière, parfois enfermés, cadenacés dans leurs établissements, parfois gazés, humiliés.

C'est inacceptable. La FSU exige que cesse cette répression tous azimuts. A travers cette attitude autoritaire et méprisante, c'est bien la démocratie qui est menacée. Nous affirmons avec force la nécessité de respecter le droit de grève, de respecter et faire vivre la démocratie des personnels comme des lycéens (droit de se réunir, de manifester...), élément incontournable d'une éducation émancipatrice.

Les promesses du Ministre sur la revalorisation, loin d'être tenues sont encore plus méprisantes que nous pouvions l'imaginer. Jamais les enseignants n'ont été autant baladés sur cette question pourtant cruciale. Il est urgent pour le Ministre de changer de cap et de suivre les revendications de la FSU sur le sujet.

Nous apportons tout notre soutien à notre collègue secrétaire départemental de la FSU 36, injustement convoqué au commissariat de Châteauroux ce jour.